

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3455>

En Grèce, face à la crise, les salarié-es s'organisent

- Regards -

Date de mise en ligne : samedi 18 février 2012

Description :

Un "regard" de l'Association "Pour l'autogestion" sur la situation en Grèce

Rencontres Sociales

Un "regard" de l'Association "Pour l'autogestion" sur la situation en Grèce

Depuis des mois, les dominants nous ressassent leurs « réformes incontournables » pour résoudre la « crise de la dette », en présentant comme nécessaire la réduction du déficit et leur « amélioration de la compétitivité », entendez par là baisser le « coût » du travail. En France et dans le reste de l'Europe, les plans sociaux et les fermetures de boîtes se multiplient. La crise est majeure mais ceux à qui on demande de payer sont les salariés et surtout pas les responsables, c'est-à-dire le capitalisme financier, les banques et les assurances.

Dans ce contexte, de nombreux conflits sociaux remettent en question le bien-fondé de la gestion passée des entreprises et proposent une reprise par les salariés : Inter-59 ex Comareg à Lille, l'imprimerie Helios Corbeil, SeaFrance et bien sûr Fralib à Gémenos dans les Bouches-du-Rhône qui en sont à leurs 500 jours de lutte.

En Grèce, pays à partir duquel la crise européenne de la dette a commencé, les salariés sont pris à la gorge et la situation est devenue franchement intenable depuis 2010. Un nouveau plan de rigueur, exigé par la troïka (FMI, Commission européenne et Banque centrale européenne), a été voté par le Parlement dans la nuit du dimanche 12 février. Il comporte des mesures inouïes :

- ▶ suppression des conventions collectives et dérégulation généralisée du marché du travail ;
- ▶ baisse de 22% du salaire minimum et gel de ce salaire (600 euros brut/mois) pour trois ans ;
- ▶ instauration d'un salaire minimum "jeune" (527 euros brut/mois) pour les moins de 25 ans ;
- ▶ baisse des cotisations sociales et corrélativement réduction de 15% du montant des retraites complémentaires ;
- ▶ nouvelle baisse des salaires dans la fonction publique et réduction des effectifs (150.000 postes en moins en trois ans).

Ces mesures déstructureront et paupériseront toujours plus la population et la société. Au final, elles ne feront qu'aggraver la situation. Il est donc logique que l'on voit dans les jours et les semaines à venir des initiatives d'auto-organisation de la population, à la manière dont les argentins l'ont fait au début de la décennie. En une seule semaine, deux événements significatifs viennent d'avoir lieu :

- ▶ Un hôpital dans le nord de la Grèce passe sous le contrôle des travailleurs hospitaliers (voir article RS [Fonds d'initiatives pour la consommation éco-responsable \(FIPCE\) - 6.3.2012](#))
- ▶ Des salariés d'un journal en difficulté relance leur titre en autogestion <http://www.autogestion.asso.fr/?p=1058>

Dans ces deux cas, le détonateur a été l'absence du paiement des salaires. Cette pratique se généralise dans le secteur privé, certains patrons pariant sur une sortie de la Grèce de la zone euro. Dès lors, puisque les élites font faillite à tous les niveaux, l'auto-organisation, la prise en main de leurs propres affaires par les peuples, notamment au niveau des entreprises, est généralement la réponse naturelle. Nous verrons probablement apparaître de nouvelles initiatives de ce type...